



La dette et les déficits sociaux

Les déficits sociaux¹ représentent le fossé qui se crée entre les services dont les gens ont besoin et ceux dont ils disposent (ces services pouvant être offerts par le secteur public ou par le secteur communautaire²). Tout comme les déficits budgétaires, les déficits sociaux ne disparaissent pas simplement au début d'une nouvelle année; ils se transforment plutôt en une dette qui porte intérêt. Plus les services appropriés font défaut, l'intérêt ressemble à des problèmes qui deviennent plus enracinés et complexes, tant dans la vie des personnes que pour les questions de politique publique.

On ne rend pas compte au public de ces déficits et de cette dette avec autant d'attention qu'on rend compte des déficits budgétaires ou infrastructurels. En général, les gouvernements ne les évaluent pas de manière aussi rigoureuse et aussi régulièrement

pour y affecter une valeur en dollars ou en prévoir clairement les coûts à long terme.³ Alors que les déficits budgétaires ou infrastructurels sont des chiffres concrets, les déficits sociaux demeurent vagues et il est donc facile de les minimiser, de les négliger ou d'en faire abstraction.⁴

Lorsque le gouvernement ne tient pas compte de la dette et des déficits sociaux, il ne voit pas le tableau complet de sa réalité financière puisque cette dette et ces déficits ont un coût financier qu'il doit finir par payer. Quand des personnes n'ont pas les mesures de soutien dont elles ont besoin, elles ont moins d'options significatives dans la vie et sont plus susceptibles de finir par passer en mode survie. Leurs amis et les membres de leur famille, tout comme les organismes communautaires, se rassemblent pour essayer de combler la pénurie de

¹ Imagine Canada (un organisme caritatif qui fournit des programmes, des services et l'accréditation aux organismes de bienfaisance, assure la défense du secteur caritatif à l'échelle fédérale et fait la promotion des dons d'entreprise) utilise l'expression « déficit social » pour décrire le fossé qui se crée entre la demande projetée de services des organismes de bienfaisance et sans but lucratif et les ressources financières dont ils disposent*. Dans le présent mémoire, le Conseil des femmes s'inspire de cette expression et l'applique aux écarts entre les services nécessaires et les services disponibles qui sont fournis par les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif ainsi que le gouvernement.

* Brian Emmett, What Does the Federal Budget Tell Us About Canada's Social Deficit? (en ligne), s.l., Imagine Canada, 2019
<https://www.imaginecanada.ca/en/360/what-does-federal-budget-tell-us-about-canadas-social-deficit>

² Le Conseil des femmes emploie l'expression *secteur communautaire* pour décrire les organismes de bienfaisance et sans but lucratif communautaires ainsi que les organismes cadres qui les unissent, mais pas les plus grandes organisations parapubliques sans but lucratif, comme les universités, les hôpitaux ou les foyers de soins.

³ Le secteur communautaire tient des données importantes sur l'effet de la dette et des déficits sociaux sur les personnes, les familles et les communautés, ainsi que sur le coût financier associé au fait de ne pas en tenir compte. Toutefois, le secteur est sous-financé et il fonctionne surtout par projet, ce qui laisse peu de capacité pour la recherche ou la collecte de données à d'autres fins que des demandes de financement. Pour un aperçu des conditions dans lesquelles ce secteur fonctionne, consultez l'initiative de mobilisation du public du Conseil des femmes intitulée [Résonances](#).

⁴ Même si le gouvernement fait référence au maintien de l'accès aux services quand il discute de ses buts et de sa vision, il privilégie les soins de santé et l'éducation. Par conséquent, le Conseil des femmes craint que le gouvernement perçoive les services sociaux comme des désirs et non comme des besoins.

services. À mesure que les lacunes dans les services persistent et que les difficultés s'accroissent, ceux qui essaient de combler l'écart s'épuisent à force d'en faire trop pendant trop longtemps et avec trop peu de moyens.⁵

C'est là où réside le coût : le mode survie et l'épuisement se traduisent par une diminution de la participation au marché du travail, un mauvais état de santé et l'utilisation accrue des services de crise. Pour le gouvernement, cela représente la perte de recettes fiscales, un stress accru sur le système de santé et une demande croissante d'intervention en cas de crise, ce qui coûte bien plus cher que l'intervention précoce.

La toute dernière approche adoptée par le gouvernement pour financer les services destinés à l'itinérance est un exemple clair de la dette et des déficits sociaux, ainsi que de leur coût financier. Alors que l'hiver 2018 approchait, le manque d'investissements dans des logements abordables et avec des services de soutien au fil du temps, combiné à des services de traitement des dépendances et de santé mentale insuffisants et à une crise du logement à grande échelle, a entraîné une augmentation de l'itinérance. Les services de crise, comme les refuges pour itinérants, ont été submergés par la demande. Le gouvernement a réagi en créant des refuges d'urgence temporaires et en apportant son soutien à des groupes communautaires pour qu'ils acquièrent de nouveaux locaux destinés à devenir des refuges permanents. En décembre 2019, le gouvernement a fait savoir que, pour compenser la dépense inattendue de deux millions de dollars liée à ces mesures, il ne renouvèlerait pas de 65 à 77 subventions au loyer courant avant le nouvel exercice financier en avril 2020. Les travailleurs de première

ligne dans la communauté ont souligné que le gouvernement pourrait être à tort en présumant qu'il pourrait reprendre les choses là où il les avait laissées, en mobilisant les propriétaires en avril.⁶ En raison des faibles taux de logements vacants dans la province, les propriétaires (qui reçoivent des subventions directement pour héberger des locataires admissibles) n'auraient aucun avantage à offrir des logements subventionnés.

Voilà une illustration parfaite du genre de décisions qui laissent perplexes les personnes qui ne sont pas dans les coulisses du pouvoir : l'absence de services d'intervention précoce entraîne une crise à laquelle le gouvernement doit réagir; ensuite, le gouvernement assume les frais de son intervention en réduisant davantage les services d'intervention précoce, ce qui aggrave les conditions à l'origine de cette situation et garantit de futures crises.

Quand ce cycle est porté à l'attention du gouvernement, il réagit en disant qu'il faut équilibrer les livres donc des compressions étaient nécessaires, même si elles perpétuent indéniablement le problème que le gouvernement essaie de régler. Mais, que se passerait-il si les livres étaient plus globaux et comprenaient la dette et les déficits sociaux et les prévisions du coût à long terme des compressions à court terme? Des situations telles que la crise de l'itinérance se produiraient moins souvent si une telle rigueur était intégrée dans le processus décisionnel.

Réduire la fréquence de ces situations n'est pas seulement la chose humaine à faire, mais elle correspond aussi à l'engagement du gouvernement d'assurer l'optimisation des ressources dans la prestation des services. Selon la méthode Lean Six Sigma, la nécessité des interventions en cas de crise

⁵ En plus de l'épuisement, ces personnes peuvent se ressentir de l'usure de compassion, d'un traumatisme indirect et du trouble de stress post-traumatique. Les travailleurs du secteur communautaire sont moins portés que ceux du secteur public ou du secteur à but lucratif à avoir accès à des régimes de soins de santé ou des programmes d'aide aux employés qui les aident à se remettre de ces problèmes de santé.

⁶ Vanessa Blanch, Cuts to Housing Subsidies Shortsighted, Advocate for Homeless Says (en ligne), s.l., CBC New Brunswick, 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/new-brunswick/lisa-ryan-homelessness-rent-subsidies-dorothy-shephard-1.5392355>

destinées à l'itinérance serait interprétée comme une demande découlant du défaut d'agir : la prestation ou la production de produits et services en aval, à la suite des défaillances du système en amont.⁷ Bien que l'intervention soit absolument nécessaire, elle ne parvient pas à optimiser les ressources, car on aurait pu l'éviter grâce à des interventions précoces à faible coût. L'autre méthode possible consisterait à aborder l'itinérance selon un point de vue à long terme et à s'engager à régler le problème en amont grâce à des mesures de soutien du logement. Cela garantirait une plus grande stabilité pour les personnes qui vivent dans un logement précaire ou qui sont itinérantes, tout comme pour les organismes qui leur fournissent des services. En outre, il en coûterait moins cher : selon un rapport de 2007 du Wellesley Institute sur les façons de faire face à l'itinérance à Toronto, il en coûte, par mois et par personne, 701 \$ pour des suppléments au loyer et 199,92 \$ pour des logements avec des services de soutien, comparativement à 10 900 \$ pour un lit d'hôpital, 4 333 \$ pour une prison provinciale ou 1 932 \$ pour un lit dans un refuge. Bien que les chiffres datent et reposent sur des données de l'extérieur de la province (voir la note 3 sur les limites auxquelles le secteur communautaire est confronté en ce qui concerne la réalisation de recherches à jour), ils donnent une bonne idée des coûts de l'intervention en cas de crise par rapport à l'intervention précoce.⁸

Le gouvernement affirme qu'il ne souhaite ni remettre la prise de décisions difficiles ni transférer le fardeau de la dette aux prochaines générations, mais c'est effectivement ce que fera le sous-investissement dans les services. Lorsqu'il examine un bilan qui ne tient pas compte de la dette et des déficits sociaux, le gouvernement se sent justifié de prendre des décisions qui entraînent la diminution des services importants et qui donnent lieu à coup sûr à une demande découlant du défaut d'agir et qui coûte cher en fin de compte.

⁷ Lean Consulting, Failure Demand (en ligne), s.l., <https://leanconsulting.com/lean-resources/lean-six-sigma-white-papers/failure-demand%20/>

⁸ Michael Shapcott, Framework for the Blueprint to End Homelessness in Toronto (en ligne), Toronto, Wellesley Institute, 2006, https://www.wellesleyinstitute.com/wp-content/uploads/2011/11/Blueprint_TheFrameworkfinal.pdf